

NEPAL : confusion et interrogations dans le royaume... et au-delà [1/2]

Que se passe-t-il au pied de l'Everest et des Annapurna, 7000 km à l'est de Paris, loin de nos repères occidentaux ? Confisquée ces derniers mois au profit d'événements régionaux riches en drames divers – au Pakistan (état d'urgence ; campagne électorale), au Bangladesh (cyclone fin novembre) et au Myanmar (répression fin septembre) notamment –, l'actualité sud-asiatique a quelque peu délaissé le suivi des questions népalaises, au point d'éprouver aujourd'hui 12 décembre le sentiment d'avoir, au minimum, manqué un « épisode » du mouvementé feuilleton politique du royaume.

En effet, il y a un an tout juste (nov. 2006), dans ce pays himalayen de 26 millions de citoyens parmi les plus pauvres du globe, le gouvernement et la guérilla maoïste ne signaient-ils pas un accord de paix mettant un terme à une décennie d'insurrection (13 000 morts entre 1996 et 2006) ? Les rebelles n'acceptaient-ils pas d'associer leurs forces, dans une démarche anti-monarchique commune, vers un gouvernement intérimaire « d'union nationale » (avril 07), de remettre leur arsenal (armes de petits calibres essentiellement) aux responsables de l'ONU, de siéger pour la première fois dans l'hémicycle national (janvier 07), de se prêter enfin aux règles d'une élection pour la prochaine Assemblée constituante, censée entériner la fin de la monarchie constitutionnelle et l'instauration d'une République ?

Depuis lors, bien des événements se sont passés, des voltes-faces ont, sans véritablement surprendre, eu finalement cours et aux perspectives de concorde, de travail en commun et de minimisation des différends a peu à peu succédé une dynamique moins constructive, plus partisane ; plus franchement *népalaise* railleront les mauvais esprits...

Ainsi, après un premier report du scrutin destiné à élire une Assemblée Constituante (mai 2007) succéda un second, fin novembre ; un troisième « essai » est certes prévu ... au printemps prochain (mi-avril 2008), avec toutes les garanties... d'un probable report aux calendes grecques.

Pour quelles raisons ? Depuis un semestre, les leaders maoïstes semblent moins convaincus de l'opportunité de se soumettre au verdict des urnes et donc de mesurer leur popularité auprès de la population ; à bon droit paraît-il, les dernières projections ne les créditant pas d'un score extraordinaire, à tout le moins très en retrait de leurs aspirations. Dans le sous-continent indien comme ailleurs, la sensibilité du révolutionnaire s'accommode mal de la frilosité de l'électorat... Aussi, à la mi-septembre, prenant appui sur la non prise en compte d'une de leurs demandes – l'instauration de la République avant même l'organisation du scrutin –, les maoïstes quittent le gouvernement, plus composite qu'homogène, dirigé par un vétéran du Nepali Congress (NC), GP Koirala (85 ans), à la santé aussi chancelante qu'est documentée sa connaissance des arcanes et intrigues du théâtre politique népalais (déjà 5 fois 1^{er} ministre entre 1991 et 2001...). Pour donner plus de relief à leur courroux et leur retrait gouvernemental, les cadres maoïstes arguent également du fait que cette élection à l'Assemblée constituante ne se conçoit, selon eux, sans l'adoption préalable d'un mode de scrutin pleinement proportionnel ; une procédure guère en vigueur actuellement ... et pas nécessairement appelée de leurs vœux par les 7 partis politiques composant le gouvernement Koirala. Ce dernier avance également l'idée que l'instauration de la République ... avant même qu'un nouveau cadre constitutionnel soit débattu par la prochaine Constituante, manquerait par définition de crédit auprès de la population. Une perception populaire légitime dont ne manquerait pas de tirer profit le monarque, certes déchu de l'essentiel de ses prérogatives politiques et militaires (déchéance ultime, le souverain, tel un vulgaire roturier, est désormais assujéti à l'impôt, lui, le descendant de Vishnou...), mais qui, depuis son palais royal, observe sans doute avec délectation se diluer peu à peu dans le désordre l'improbable alliance d'une classe politique avide de pouvoirs – plus réputée pour sa cupidité que son appétence pour la bonne gouvernance – et de son pire ennemi, l'ancienne guérilla maoïste. Un adversaire déterminé, piloté par sa charismatique figure de proue, le *camarade* Pushpa Kamal Dahal, dit Prachanda, Secrétaire général du Parti



Repères

Régime	monarchie constitutionnelle
Chef de l'Etat	Sa majesté Gyanendra
Chef de gouvernement	G.P. Koirala
Religion majoritaire	Hindouisme
Territoire	147 000 km ²
Population	26 millions
PIB (2006)	7 milliards \$
PIB per capita	270 \$
Croissance éco (2006-07)	+ 3,7 %
Espérance de vie	62 ans
Analphabétisme	49% pop.

Chronologie

- 1768 : N. Shah fonde le royaume du Népal
- 1846 : dynastie Rana au pouvoir.
- 1955 : adhésion à l'ONU
- 1959 : adoption du multipartisme
- 1972 : roi Birendra succède à Mahendra
- 1989 : blocus économique par l'Inde
- 1990 : agitation populaire ; monarchie constitutionnelle
- 1991 : 1^{eres} élections ; Koirala 1^{er} Ministre
- 1996 : début de l'insurrection maoïste
- 2001 : massacre de la famille royale ; Gyanendra devient roi
- 2002 : le souverain dissout le Parlement
- 2005 fév. : Gyanendra impose la monarchie absolue
- 2005 nov. : alliance opposition / maoïstes
- 2006 : « printemps » de Katmandou ; restauration de la démocratie
- 2007 janv. : maoïstes au Parlement
- 2007 avr. : maoïstes au gouvernement
- 2007 mai : 1^{er} report des élections
- 2007 sept. : retrait maoïste du gouv.
- 2007 nov. : nouveau report des élections

NEPAL : confusion et interrogations dans le royaume... et au-delà (2/2)

communiste du Népal (maoïste –PCN–). **Un souverain Gyanendra, guère populaire** comme le fut naguère son frère Birendra, mais qui conserve toutefois quelques nostalgiques dans le royaume, au premier rang desquels l'influente hiérarchie militaire. Hier encore *Royal Nepal Army*, l'armée, amputée sous le jour nouveau de son lien organique avec le roi (on parle désormais plus simplement de *Nepal Army* dans le royaume), ne se plie pas de bonne grâce au principe du partage du pouvoir avec les « ennemis d'hier », contre lesquels elle batailla dix longues années, moins encore d'incorporer à terme plusieurs dizaines de milliers d'entre eux dans ses rangs. D'autant plus qu'**en d'autres recoins du royaume**, loin de la vallée de Katmandou et ses deux mille temples, les motifs d'inquiétude ne manquent pas de tirer vers le bas le moral de la nation : depuis le début de l'année, les cas d'intimidation, de violence, de recours à la corruption et au kidnapping imputables à la Ligue de la jeunesse communiste (**YCL**), organisation sœur du PCN, se comptent par dizaines, si ce n'est plus. Ce, alors même que Prachanda réitère régulièrement sa détermination à mettre un terme à ces agissements. Dans **la partie méridionale du royaume**, contigüe au territoire du géant indien, les plaines du Teraï sont le théâtre d'une violente insurrection engageant la **population Madhesi** (1/3 de la pop. totale), mécontente d'être tenue à la marge (politique ; économique) des événements en cours dans la capitale. Un mécontentement qui s'est déjà soldé par des dizaines de victimes, par une prise en compte partielle par le gouvernement intérimaire Koirala des desiderata Madhesi (cf. forme fédérale de la « future » République)... et qui tend à se pérenniser au détriment des maoïstes, peu populaires ces temps-ci dans les plaines du Teraï, où habitent près d'un népalais sur deux. Une équation démographique et donc politique qui, si des élections pour une Assemblée constituante avaient bien lieu (une demande vieille de plus d'un demi-siècle déjà...), ne saurait profiter aux maoïstes, comme en atteste (entre autres) une des récentes sorties du n°2 du mouvement, le « Dr. » Bhattarai : « *No use of election where Maoists* » 8 décembre. Presque un comble pour un mouvement bien lui importait un tel événement ! Pour sa préférence se déplacer en personne mardi 11 décembre GP Koirala, afin d'évoquer cette passe politique d'une coopération, fut-elle minimale, en partis, agrégés autour de la personnalité de Koirala. L'occasion peut-être aussi de dissiper auprès de ce dernier de persistantes (et curieuses) rumeurs courant ces temps-ci de Katmandou à Pokhara, attribuant aux maoïstes de secrètes discussions avec les courants royalistes et autres lobbies nationalistes. « *Notre président (Prachanda) a dit que puisque la République est pour bientôt, il ferait du sens de composer avec les forces nationalistes proches du roi, de façon à ce qu'elles ne créent pas de heurts une fois la République établie* », prêchait Bhattarai le week-end dernier. Pendant ce temps, **à l'invitation de son homologue indien, le chef des armées népalaises** partait pour une semaine studieuse en Inde, cette dernière demeurant vigilante – à l'image de son voisin chinois – sur le cours chaotique des événements du royaume himalayen. En effet, historiquement et stratégiquement, la stabilité de cet état tampon enclavé lui importe tout spécialement ; la question du maoïsme indien, élevée cette année par le 1^{er} ministre Manmohan Singh au rang de menace n°1 pour la stabilité de l'Union indienne, la possible collusion entre « cousins » maoïstes népalais et indiens, l'échange d'expertise et de moyens, la création de « corridors » maoïstes transfrontaliers jusqu'au sud de l'Inde, justifient de la part de New Delhi une attention renforcée. Ce, alors même que **Pékin**, longtemps groggy après le renversement du roi (dont elle soutenait, mollement certes, le régime, en maintenant également des liens cordiaux avec l'armée), tendrait à reprendre une posture qui, tout en demeurant discrète, serait toutefois plus engagée. En atteste notamment le récent déplacement à Katmandou du responsable du Département Liaison Internationale du Parti Communiste Chinois (PCC), inquiet d'une contagion de la contestation populaire par delà l'Himalaya, vers les plateaux tibétains.



will lose », assurait placidement ce dernier le ment qui, des années durant, rappelait compart, **le n°1 maoïste et camarade Prachanda** cembre à Baluwatar et rencontrer le 1^{er} ministre délicate et redonner un peu de corps au tre maoïstes et l'alliance disparate des sept rala. L'occasion peut-être aussi de dissiper

Aussi, début décembre 2007 dans les rues étroites et congestionnées de Katmandou, le promeneur désabusé ne montre **guère d'optimisme** : « *Cette clique de politiciens n'est même pas capable de s'entendre, inapte et trop occupée à dépecer le pays pour son profit immédiat ; quant aux maoïstes, ils n'ont pas plus envie que se forme une Assemblée constituante que de voir la démocratie s'enraciner dans le pays ; seule la poursuite de l'instabilité, le maintien d'une terreur dans les campagnes les intéressent. Le Souverain (et l'armée) dans tout cela ? Certes, il n'est plus guère en grâce aux yeux du peuple et ne saurait aujourd'hui se présenter en « sauveur ». Mais qui sait si demain, si d'aventure le chaos et l'insurrection reprenaient, si les discussions politiques s'enlisaient, ce qu'il pourrait advenir... ».*

Pas encore une certitude ; mais une hypothèse à ne pas trop vite écarter. Les événements se précipitent si vite dans le Royaume, et l'opinion publique y est si volatile...

Olivier GUILLARD
Directeur de Recherches IRIS
Associé Crisis Consulting